

**Convention collective régionale**

IDCC : 1625. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES**  
**(BOUCHES-DU-RHÔNE ET ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE)**

**(11 juillet 1991)**

*(Bulletin officiel n° 1991-8 bis)*

(Etendue par arrêté du 30 octobre 1991,  
*Journal officiel* du 15 novembre 1991)

■ *Journal officiel* du 2 août 2006

**Arrêté du 21 juillet 2006 portant extension d'un avenant à la  
convention des industries métallurgiques des Bouches-du-Rhône  
(n° 1625)**

NOR : SOCT0611619A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 30 octobre 1991 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 14 avril 2005, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques des Bouches-du-Rhône du 11 juillet 1991 et des textes la complétant et la modifiant ;

Vu l'avenant du 8 décembre 2005 (barèmes annexés), relatif aux taux garantis annuels et aux rémunérations minimales hiérarchiques, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension formulée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 11 avril 2006 ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques des Bouches-du-Rhône du 11 juillet 1991, tel qu'étendu par arrêté du 30 octobre 1991 et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 8 décembre 2005 (barèmes annexés), relatif aux taux garantis annuels et aux rémunérations minimales hiérarchiques, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Le troisième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> (Taux garantis annuels à compter de l'année 2005) est étendu sous réserve de la prise en compte des cas de rupture du contrat de travail en cours d'année dans le calcul *pro rata temporis* des salaires effectifs garantis annuels, conformément à l'accord national métallurgie du 13 juillet 1983 relatif aux rémunérations, modifié par l'accord du 17 janvier 1991.

Le deuxième point (Assiette de comparaison des taux garantis annuels) de l'article 1<sup>er</sup> (Taux garantis annuels à compter de l'année 2005) est étendu sous réserve des dispositions du second alinéa de l'article 5 de l'accord national métallurgie susmentionné.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 juillet 2006.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des relations du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/10, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.